

Les scénarios de l'atelier « migrations et usages de l'internet : horizon 2016 »

Société de l'information

Posté par: Rédaction

Publiée le : 21/2/2006 11:10:00

Lors des journées d'Autrans 2006, l'OUI a suscité le 13 janvier 2006 un atelier « migrations et usages de l'internet : horizon 2016 » Cet atelier dont vous trouverez par ailleurs un compte rendu rédigé par Claire Scopsi qui l'a animé, a permis débouché sur cinq scénarios plus ou moins probables, mais contenant sans doute chacun une part d'avenir :

1 : l'Europe forteresse

2 : La « Gouver-nation »

3 : L'ISPOLAND

4 : le sursaut égalitaire

5 : la Géo-Localo-Expulsion (GLE)

Pour plus d'information, consultez le [compte rendu des journées d'Autrans 2006](#)

Scénario 1 : l'Europe forteresse

Les dispositifs de lutte contre l'immigration clandestine se sont considérablement renforcés. Des investissements considérables y ont été consacrés et la collaboration active des pays des marches de l'Europe a été négociée moyennant un traitement préférentiel par l'Union européenne obtenu de haute lutte de l'OMC. Les dispositifs de traçabilité par Galileo remplacent progressivement les contrôles aux frontières.

Les migrants mettent en oeuvre des stratégies de contournement, aidés par une frange du monde marchand dénuée de scrupules : l'id-commerce se développe au point de devenir une force économique difficile à contrôler. En effet, en 2016, les fichiers administratifs ont achevé leur normalisation. Grâce à l'identifiant personnel unique attribué à la naissance et sous l'impulsion des lois anti-terroristes, tout citoyen du monde dispose désormais d'un double numérique résultant de l'interconnexion des fichiers administratifs, bancaires, scolaires etc.

Les candidats à l'émigration vers les Etats-Unis, las de se voir refuser la Green Card, préfèrent désormais acheter à un citoyen américain son « double numérique » Il disposent ainsi immédiatement de tous les droits d'un citoyen américain. Un trafic international d'identités numériques s'est rapidement développé autour de passeurs disposant d'un stock de doubles numériques de toutes nationalités. Elles n'ont bien sûr pas toutes la même valeur, le coût variant selon la nationalité, les diplômes et même l'état de santé associé à la puce.

Une inquiétante fracture Nord-Sud se dessine : les ressortissants des pays du Sud s'endettent pendant des années pour acquérir une identité occidentale, cependant que les plus riches disposent de plusieurs identités internationales, facilitant leurs investissements planétaires.

Le plus préoccupant est la montée, dans les sociétés occidentales, d'une nouvelle classe d'exclus,

les SDN (Sans Double Numérique) : acculés par la misère, ils se sont résolus à vendre leur identité à un passeur numérique. Désormais dépourvus d'identité, ils sont privés d'accès aux soins, à l'emploi, à l'expression démocratique.

Signaux faibles actuels correspondants :

De nombreux signaux montrent une tendance favorable à ce scénario :

- * durcissement en cours des lois sur l'immigration et des conditions d'accueil des migrants
- * glissements sémantiques dans les médias et le langage courant :

de sauvageon à racaille,
de sans papier à clandestin (clando)

- * création de « marches de l'Europe », zones de protection gérés par des pays qui ont une vision atténuée des droits de l'homme, destinées à faire barage aux migrants.
- * les partis politiques européens font, pour l'instant, le dos rond, craignant l'impopularité du sujet.
- * la virtualisation des procédures de passage de frontières : aujourd'hui immigrer c'est passer les verrous des fichiers administratifs (fichier espace Schengen)

Scénario proposé à la suite de l'atelier "migrations et usages de l'internet : horizon 2016"

Scénario 2 : La « Gouver-nation »

Les pays sources des migrations ont identifié l'avantage politique et économique de la diaspora. Profitant du sentiment d'exclusion résultant du durcissement des lois sur l'immigration, les ministères des ressortissants à l'étranger de ces pays utilisent internet pour constituer des gouvernances-nations, institutions élues par vote électronique gérant la vie de leurs migrants et intervenant dans les relations économiques, sociales et politiques qu'ils entretiennent avec leur pays d'accueil comme avec leur home-land.

Des universités virtuelles sont animées par des enseignants de la diaspora ; des médias « répartis » produisent des émissions de radio et de télévision dans tous les points de la diaspora et les diffusent par pod-casting.

Signaux faibles actuels correspondants :

- * de nombreux pays ont déjà nommé un ministère des relations avec la diaspora (exemple au Maroc : Ministère des Ressortissants Marocains de l'Etranger (RME)),
- * les premières plate-forme de podcasting pour migrants ont vu le jour en 2005 (communauté d'Afrique du Sud, communautés américaines),
- * l'université virtuelle africaine, animée par des enseignants de la diaspora, se donne comme mission de lutter contre la fuite des cerveaux dans les pays du Sud.

Scénario proposé à la suite de l'atelier "migrations et usages de l'internet : horizon 2016"

Scénario 3 : L'ISPOLAND

Devant l'incapacité des états à maîtriser les migrations et à traiter les migrants conformément aux

chartes internationales des droits humains et des droits de l'enfant, particulièrement ceux qui étaient en situation irrégulière : réfugiés, apatrides, ceux qui, à l'époque, représentaient dans tous les pays une frange de population méconnue et pourtant active, utile, voire nécessaire.

Il s'agissait de donner une voix aux sans voix, un nom aux sans nom, un pouvoir aux exclus et cela, entre autres, en mettant à profit l'internet et les nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'idée d'utiliser l'énergie humaine des forces migratoires et de les capter par la création d'un état virtuel mettant à profit les possibilités offertes par les NTIC a germé il y a dix ans au cours des dixièmes rencontres d'Autrans.

L'Organisation des Nations Unis a alors mis sur pied une organisation étatique virtuelle, l'Internationale des Sans Papiers (ISP) dont les migrants et les "non droits" peuvent devenir membres de droit. L'administration de ce quasi état se fait entièrement sous forme électronique. Les migrants souvent innovateurs, dynamiques et persévérants ont assuré un rapide succès à cette initiative. L'utilisation généralisée des NTIC pour la mise sur pied et le fonctionnement de cet état a conduit à ce qu'il puisse être administré par un nombre très réduit de fonctionnaires (un dixième environ du nombre de fonctionnaires par habitants observé dans les autres états) : ainsi l'IPSOLAND peut-il offrir à ses citoyens un niveau de services publics largement au dessus de la moyenne, tout en ne les imposant qu'à un taux tout à fait modique.

A la date d'ouverture des Rencontres d'Autrans 2016, l'IPSOLAND est sur le point d'acquiescer le statut d'un état à part entière et d'être admis comme le 196^e état membre de l'ONU.

Conséquence inattendue : des français en situation régulière tentent d'émigrer pour devenir sans papier et devenir éligible à la citoyenneté ispolandaise...

Signaux faibles actuels correspondants :

Le HCR cherche des issues plus humaines que des camps qui se perpétuent pendant des décennies

Scénario proposé à la suite de l'atelier "migrations et usages de l'internet : horizon 2016"

Scénario 4 : le sursaut égalitaire

Devant l'impossibilité de résoudre les problèmes de logements, le gouvernement français supprime la propriété foncière et le système des locations. Chaque famille dort chaque soir dans un logement différent, dont l'adresse est communiquée dans la journée aux membres de la famille par téléphone mobile ; en effet, toute personne choisissant de résider en France dispose constitutionnellement d'un droit à la communication sous forme d'un téléphone mobile et de numéros d'appel gratuits. Les archives personnelles, bibliothèques, cartables des enfants ont été virtualisés depuis longtemps.

Le système est pourtant encore faillible et il lui arrive d'avoir des ratés (on est en France!). La date du 13 janvier 2016 restera en particulier dans les mémoires: le panne générale du système d'attribution des adresse a transformé pour un soir, tous les français en SDF. Pour l'anecdote, la plupart des participants aux Rencontres d'Autrans 2016, qui s'étaient ouvertes la veille, s'en sont tirés avec un bon rhume, quelques uns pourtant, parmi les plus âgés, ont écopé d'une bronchite. Aucun décès n'est heureusement à déplorer...

Signaux faibles actuels correspondants :

Au moins un participant à l'atelier s'est porté volontaire pour expérimenter ce scénario

Scénario proposé à la suite de l'atelier "migrations et usages de l'internet : horizon 2016"

Scénario 5 : la Géo-Localo-Expulsion (GLE)

2016, au moment où apatrides et sans papiers sont libérés dans le maquis de la mégapole, un charter est en préparation. Afin de minimiser les coûts d'expulsion des « indésirables », le Ministère de l'Intérieur attend de disposer du nombre de personnes suffisant pour envoyer l'avion. Une fois ces considérations remplies, il suffira alors de localiser les candidats au voyage...

C'est là qu'intervient la technologie : l'injection automatique d'une puce de RFID aux personnes constatées en situation irrégulière rend leur repérage instantané. Les e-policiers n'ont plus qu'à les interpeller et à les installer dans le charter, le tout sans brutalité ; la fameuse puce contient en effet un somnifère activé par simple pression télécommandée.

L'expulsion effectuée, il sera impossible au clandestin de prétendre revenir dans le pays. A chaque tentative, les satellites géostationnaires n'auront qu'à alerter les douaniers d'une intrusion manquée par avance...

Mais l'Assemblée Nationale s'attache à peaufiner encore ces dispositions : les puces RFID devront désormais être injectées dans le dos plutôt que dans le bras. A l'origine de cette décision, les images télévisées, choquantes, diffusées en boucle, de personnes en situation irrégulière s'arrachent le bras...

Il est rassurant de savoir que le désir de sécurité croissant de la population n'est pas incompatible avec un peu d'humanité...

Scénario proposé hors atelier par Arnaud Villefranque